

We won't
pay for the
bankers' crisis!

**STOP
THE
CUTS**

Organised by your
BRIGHTON HOVE AND DISTRICT
TRADES UNION COUNCIL



Protest
outside the full
council meeting

4pm Thursday

15 July
Brighton
Town
Hall

[brightontradesouncil.
blogspot.com](http://brightontradesouncil.blogspot.com)

HISTOIRE

Le parlementarisme, maladie chronique de la social-démocratie

Lire *Parliamentary Socialism* de Ralph Miliband^{1/}

Philippe Marlière *

« Je me demande jusqu'à quel point il serait possible, sans abandonner nos positions partisans, sans abdiquer nos principes, de nous considérer davantage comme un Conseil d'État, et moins comme des régiments déployés qui se font face sur un champ de bataille. »

Ramsey MacDonald, intervention devant les députés à la Chambre des Communes, 2 juillet 1929.

IL Y A CINQUANTE ANS, Ralph Miliband publiait *Parliamentary Socialism*^{2/}. Cette étude majeure du Parti travailliste britannique a influencé deux générations d'étudiants et de militants de gauche en Grande-Bretagne. Miliband a inspiré la New Left dans les années 1960 et 1970, c'est-à-dire une gauche de transformation sociale, libérée des pesanteurs du parlementarisme tant décrié par Miliband.

Né à Bruxelles dans une famille juive d'origine polonaise, Ralph Miliband a connu l'exil, de Bruxelles à Londres^{3/}. Fuyant la menace nazie, les Miliband père et fils quittent Bruxelles en 1940 et gagnent la Grande-Bretagne. Il a 16 ans à peine. En 1941, Ralph entreprend une licence à la London School of Economics. En 1949, il est chargé de cours en science politique dans cette institution. Il y enseignera jusqu'en 1972. En 1952, il adhère au Parti travailliste qu'il quittera en 1965^{4/}. Il épouse Marion Kozak en 1961. La même année, il publie *Parliamentary Socialism*, qui sera suivi de six autres ouvrages^{5/}. Il était le père de deux dirigeants actuels du Parti travailliste : Ed (né en 1969), ancien ministre et présentement leader du parti, et David (né en 1965), plusieurs fois ministre dans les gouvernements Blair et Brown.

* Philippe Marlière enseigne les sciences politiques à University College London.

^{1/} Ce texte est la version remaniée d'une communication orale au colloque « Ralph Miliband et le socialisme parlementaire », à l'occasion du 50^e anniversaire de la parution de *Parliamentary Socialism*, Institut Marcel Liebman, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 2 décembre 2011.

^{2/} Ralph Miliband, *Parliamentary socialism. A study in the politics of Labour*, Londres, Merlin Press, 2009 (1^{re} éd. 1972).

^{3/} Pour une étude biographique de Ralph Miliband, voir Michael Newman, *Ralph Miliband and the politics of the New Left*, Londres, Merlin Press,

2002.

^{4/} Source : Michael Newman, Bruxelles, 2 décembre 2011.

^{5/} *The state in capitalist society*, Londres, Merlin Press, 1969 ; *Marxism and politics*, Londres, Merlin Press, 1977 ; *Capitalist democracy in Britain*, Oxford, Oxford University Press, 1982 ; *Class power and state power*, Londres, Verso, 1983 ; *Divided societies : Class struggle in contemporary capitalism*, Oxford, Oxford University Press, 1989 et *Socialism for a sceptical age*, Cambridge, Polity Press, 1994.



HISTOIRE

Actualité de *Parliamentary Socialism*

Ralph Miliband a été avec Edward Thompson, Eric Hobsbawm et Perry Anderson, l'une des grandes figures de la gauche marxiste britannique de l'après-guerre. Critique inlassable du Parti travailliste britannique, il fustigea, sa vie durant, la pratique parlementariste de ce parti. Ironie de l'histoire, Ed et David se sont disputé le leadership du Parti travailliste, en 2010. Un gouffre politique sépare Miliband père – un marxiste – et ses deux fils – des sociaux-démocrates modérés^{6/}. Lors d'un débat public réunissant les candidats au poste de leader, un auditeur leur demanda de citer le nom du dirigeant travailliste qui les avait le plus inspirés. David, « le blairiste », choisit Clement Attlee, le Premier ministre qui érigea l'État social britannique après la Seconde Guerre mondiale. Curieusement, « Ed le Rouge » déclara admirer Anthony Crosland, un représentant de la droite du parti. Dans les années 1950, Crosland estima que le Parti travailliste pouvait poursuivre son combat pour la justice sociale et l'égalité dans le cadre d'une société capitaliste. Il affirma également que le socialisme n'avait pas pour objectif la nationalisation et la socialisation des moyens de production^{7/}. Ralph Miliband combattit sans concession les thèses contenues dans l'ouvrage de Crosland^{8/}.

Les lecteurs et les commentateurs de Ralph Miliband – y compris ceux qui ne partagèrent pas ses choix politiques – reconnaissent qu'il a réussi à concilier « ce qu'il y a de meilleur dans la tradition de la gauche académique et de la gauche révolutionnaire »^{9/}. C'est à ce titre que les ouvrages de Miliband méritent d'être lus aujourd'hui. Ces livres demeurent plus que jamais d'actualité au moment où nos sociétés capitalistes s'enfoncent dans des crises systémiques de plus en plus brutales et inextricables.

La thèse principale de *Parliamentary Socialism* est aussi claire que puissante : de tout temps, l'action du Parti travailliste a tendu à consolider le système capitaliste. Réceptacle des mécontentements populaires à l'encontre du capitalisme, le travaillisme et son bras syndical ont désamorcé toute révolte générale à son égard. En dépit de rébellions périodiques contre la direction droitière du parti, l'aile gauche travailliste a en réalité continuellement partagé la pratique réformiste de la majorité. Rédigé en 1917 par Sidney Webb et adopté par le parti en 1918, l'article 4 de la Charte du Parti travailliste (Clause IV) préconisait la « *socialisation des moyens de production, de distribution et d'échange* »^{10/} ; cela jusqu'à sa réécriture en 1995 à l'instigation

^{6/} Philippe Marlière, « Rupture générationnelle dans la famille Miliband », *Politique, revue de débats*, novembre-décembre 2010, n° 67 (disponible sur le site : politique.eu.org).

^{7/} Anthony Crosland, *The Future of socialism*, Londres, Jonathan Cape, 1956.

^{8/} Jonathan Derbyshire, « The NS profile: Ralph Miliband », *New Statesman*, 30 août 2010 (www.newstatesman.com).

^{9/} Duncan Hallas, « Partial vision », *Socialist Worker Review*, no 127, janvier 1990 (www.marxists.org).

^{10/} « Notre objectif est d'assurer aux travailleurs manuels ou intellectuels l'intégralité des fruits de leur travail, et la distribution la plus juste possible de ceux-ci sur la base de la propriété collective des moyens de production, de distribution et d'échange, ainsi que le meilleur système d'administration et de contrôle de chaque industrie et service ». [Cette traduction ainsi que celle d'extraits de *Parliamentary Socialism* sont de l'auteur de l'article.]



de Tony Blair^{11/}. En d'autres termes, le Parti travailliste était jusqu'en 1995 officiellement engagé dans une lutte visant à renverser le capitalisme (ou, à tout le moins, à restreindre l'emprise des activités capitalistes dans nos sociétés).

Miliband estime que cette ambition révolutionnaire n'a jamais été mise en pratique. Selon lui, l'action du Parti travailliste a toujours reposé sur un socle idéologique qu'il nomme « *labourism* » (travaillisme). En vertu de cette idéologie, le Parti travailliste accomplit des réformes sociales à l'intérieur du système capitaliste, mais n'a aucune intention de le dépasser. Dès la première page de *Parliamentary Socialism*, Ralph Miliband diagnostique la nature de la « maladie » travailliste :

« Parmi les partis politiques qui revendiquent comme objectif le socialisme, le Parti travailliste a toujours été l'un des plus dogmatiques – non pas à propos du socialisme, mais à propos du système parlementaire. Pragmatique et souple pour toute autre chose, ses dirigeants ont toujours été dévoués à ce système qui a représenté un point de référence permanent et l'élément qui a conditionné leur comportement politique. Cela ne revient pas simplement à dire que le Parti travailliste n'a jamais été un parti révolutionnaire : de tels partis utilisent bien volontiers les avantages que procure l'action parlementaire pour faire avancer leurs objectifs. C'est plutôt que les dirigeants du Parti travailliste ont toujours rejeté toute action politique (telle que la grève politique), qui s'inscrit – ou qui apparaît s'inscrire pour les travaillistes – en dehors du cadre et des conventions du système parlementaire. Le Parti travailliste a non seulement toujours été un parti parlementaire ; mais il a encore toujours été profondément imprégné d'idéologie parlementariste^{12/}. »

Le système capitaliste légitimé

La démonstration est, dans une certaine mesure, semblable à une étude du Parti communiste français des années 1980^{13/}. Georges Lavau avait établi le même constat paradoxal en ce qui concerne le PCF : en canalisant la masse des mécontents dans un espace légitime d'opposition (la démocratie parlementaire) au sein d'une société parcourue par de profonds clivages politiques et économiques, le PCF aurait historiquement fait le jeu de l'intégration politique au sein de ce système. Par conséquent, il aurait involontairement œuvré à son renforcement. Du même coup, le PCF ne ferait que remplir le rôle de porte-

^{11/} « Le Parti travailliste est un parti socialiste démocratique. Ce parti estime que par le biais de l'initiative collective, nous pouvons accomplir davantage que si nous agissons seuls, et ainsi créer pour chacun d'entre nous les moyens de réaliser notre véritable potentiel et pour tous une communauté dans laquelle le pouvoir, la richesse et les possibilités offertes sont entre les mains de la majorité et non entre celles d'une minorité ; où les droits dont nous

bénéficions sont la contrepartie des devoirs que nous devons remplir, et dans laquelle nous vivons ensemble, librement, dans un esprit de solidarité, de tolérance et de respect ».

^{12/} Ralph Miliband, *Parliamentary socialism*, op. cit., p. 13.

^{13/} Georges Lavau, *À quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981.

HISTOIRE

parole des classes populaires – une « fonction tribunitienne », selon l'expression de Lavau.

Cette fonction de représentation-intégration des classes dominées aurait barré la route à l'objectif déclaré du PCF : renverser le système capitaliste. Loin d'en être un ennemi effectif, le PCF n'aurait été qu'un rouage dans l'organisation capitaliste de la société française.

La comparaison entre le Parti travailliste britannique et le PCF s'arrête là. Ces deux partis ont une histoire et une trajectoire totalement différentes. Le PCF a connu une genèse et un parcours révolutionnaire, condition *sine qua non* en France pour asseoir les bases d'une large représentation ouvrière. Le Parti travailliste est né de plain pied dans la démocratie parlementaire qu'il a totalement acceptée, ce que Miliband reconnaît dans son ouvrage :

« Quand le Labour Representation Committee fut formé en 1900, il n'y avait pas beaucoup de monde dans le mouvement travailliste pour remettre en cause l'idée selon laquelle les doléances et les revendications du Parti travailliste ne pouvaient être traitées favorablement qu'à travers l'action parlementaire, et que la méthode parlementaire était idéale, non seulement pour obtenir des gains immédiats au profit de la classe ouvrière, mais aussi pour la reconstruction socialiste de la société^{14/}. »

L'ouvrage de Ralph Miliband regorge d'informations qui illustrent les tendances conservatrices au sein des bureaucraties travailliste et syndicale. L'auteur est cependant moins convaincant quand il s'agit d'expliquer ce qui a donné naissance et légitimité au « *labourism* ». Il explique avant tout celui-ci par les errements idéologiques des dirigeants travaillistes. Miliband définit en effet le « *labourism* » comme une croyance absolue dans le parlementarisme et le réformisme ; un mode de pensée qu'il estime très profondément ancré au sein du Parti travailliste et de la classe ouvrière britannique.

Selon Miliband, la gauche travailliste doit mener une lutte idéologique afin de remettre en cause cet attachement viscéral au parlementarisme. Cette explication idéelle ne convainc pas car elle ne pose, ni ne répond à la question suivante : d'où vient cette croyance ? Comment est-elle apparue, puis comment s'est-elle transformée en *doxa* au sein de l'appareil travailliste ?

Une lecture matérialiste de la situation – c'est-à-dire marxiste – pourrait s'interroger sur la fonction du syndicalisme au sein des sociétés capitalistes. Dans ce type de sociétés, les syndicats remplissent un rôle de médiateur entre les forces du Capital et du Travail. Les syndicats canalisent et limitent le pouvoir du Capital, mais ils tendent également à légitimer aux yeux de la classe ouvrière les institutions et les politiques du Capital. Sur le plan historique, le Parti travailliste est le produit de cette bureaucratie syndicale et de cette démarche de compromis avec le Capital.

Dans une contribution majeure à l'étude des relations parti-syndicat, Lewin Minkin a montré que le principe de modération est au cœur des relations entre le Trade Union Congress (TUC) et le Parti travailliste. Bien que soutien financier important du parti, les syn-

^{14/} Ralph Miliband, *Parliamentary socialism*, op. cit., p. 13.

dicats se sont toujours abstenus d'intervenir dans les affaires internes de celui-ci, sauf quand la direction du parti le leur demandait expressément^{15/}.

Depuis sa création en 1900, le Labour party a eu pour tâche de représenter les intérêts des syndicats au Parlement. Au gouvernement, le Parti travailliste a toujours déclaré vouloir défendre l'« intérêt national » plutôt que les intérêts de la classe ouvrière. Il s'en est suivi des tensions et des conflits importants entre les gouvernements travaillistes et le TUC. Dans les années 1970, les deux parties se sont combattues sur la question de la négociation salariale libre (*free collective bargaining*). Les travaillistes s'y opposaient car ils estimaient que cette revendication réduirait à néant leur politique contre l'inflation et le chômage. Dans les années 1990, le gouvernement Blair rencontra la très forte hostilité des syndicats quand il mit en place les partenariats public-privé (*Private Finance Initiative*). Ces derniers étaient censés transférer vers le secteur privé la responsabilité de construire et de gérer les services publics. Les syndicats y voyaient le gaspillage de fonds publics au profit du privé et une privatisation rampante des services publics^{16/}.

Le Parti travailliste est par conséquent le bras politique d'un syndicalisme de compromis, une organisation qui tente de réaliser ses objectifs politiques à travers les rouages de l'État. Le « *labourism* » a ainsi un fondement structurel. Comme l'État est pour une large part structurellement interdépendant avec le Capital, les transformations opérées au sein de l'État ne pourront jamais remettre en cause le capitalisme. C'est pour cette raison que Lénine a décrit le Parti travailliste comme un « *parti ouvrier capitaliste* ».

Bien que soutenu par un électorat et des adhérents majoritairement ouvriers, le Parti travailliste, organe politique du syndicalisme, est lui-même prisonnier de ce rôle de médiateur entre les intérêts du Capital et ceux du Travail. Le Parti appréhende les luttes de classe comme des conflits qui doivent être négociés et désamorçés à partir de l'action étatique. En période d'expansion du Capital, il répond à ces tensions en mettant en œuvre des réformes qui améliorent le quotidien de la classe ouvrière :

« [...] Le Parti travailliste demeure, en pratique, ce qu'il a toujours été – un parti de modeste réforme sociale dans un système capitaliste dans lequel il est de plus en plus fermement confiné, et aujourd'hui irrévocablement ancré. Le système a terriblement besoin de ce type de parti, car il joue un rôle majeur dans la gestion des mécontentements, il contribue à faire en sorte que ces mécontentements ne débordent pas le cadre du système capitaliste^{17/}. »

En période de récession économique, le Parti travailliste évite tout conflit avec le Capital. Prisonnier de son *credo* « *labouriste* », il ne fait rien ou fait peu pour le bénéfice de la classe ouvrière. Dans certaines

^{15/} Lewin Minkin, *The contentious alliance. Trade unions and Labour party*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1991, p. 26.

^{16/} Voir sur ce point Philippe Marlière, *La Social-*

démocratie domestiquée. La voie blairiste, Bruxelles, Éditions Aden, 2008, p. 71-94.

^{17/} Ralph Miliband, *Parliamentary Socialism*, op. cit., p. 376.

HISTOIRE

situations, il fait même payer la crise capitaliste à la classe ouvrière. Ralph Miliband rappelle qu'en août 1931 le gouvernement MacDonald avait mis en œuvre des mesures d'austérité très controversées pour faire face à la détérioration de la situation économique du pays^{18/}. Le cabinet, très divisé, ne parvint pas à se mettre d'accord sur la question de la réduction des allocations chômage.

En conséquence, MacDonald dut remettre sa démission au roi George V. Celui-ci le pressa d'accepter de former et de diriger un « gouvernement national », comprenant des travaillistes, des conservateurs et des libéraux. Ramsey Macdonald accepta la tâche et eut ainsi les coudées franches pour mener les politiques d'austérité réclamées par la droite et le patronat.

Ainsi, si le Parti travailliste a un intérêt politique évident à infléchir la domination du Capital, il n'a jamais ni l'intention, ni les moyens de renverser le capitalisme :

« Nous n'affirmons pas que les travaillistes n'ont plus pour objectif de réaliser des réformes. Ils poursuivent indiscutablement ce but. Mais les réformes que les dirigeants travaillistes soutiennent ne répondent à aucune stratégie cohérente qui, dans une perspective plus ou moins éloignée, permettrait de réaliser la transformation socialiste de la société britannique. Les dirigeants du Parti travailliste ne poursuivent pas ce type de stratégie et, excepté de manière purement rhétorique, la récuse totalement. Ces dirigeants parlent occasionnellement de socialisme mais, franchement, de tels bavardages ne veulent absolument rien dire^{19/}. »

Le Parti travailliste est une institution réformiste et conservatrice dans le sens où il ne se donne jamais les moyens de combattre en profondeur l'emprise du Capital. Davantage, ce parti s'oppose sans retenue à toute force politique de gauche qui entend remettre en cause le compromis « *labouriste* ».

Cela explique la propension de la social-démocratie à promettre des réformes économiques radicales quand elle se trouve dans l'opposition ; des réformes qui ne sont jamais réalisées quand le parti est au pouvoir. On ne peut donc comprendre les fondements du parlementarisme travailliste, si on s'abstient d'objectiver le rôle de médiateur que remplit le parti entre les intérêts du Capital et du Travail.

Légalisme et conservatisme

Le parlementarisme, maladie chronique de la social-démocratie britannique, exclut par principe toute action en dehors du périmètre sacré de Westminster. De fait, le Parti travailliste renâcle à soutenir les activités extra-parlementaires les plus communes et légales, comme la grève. Miliband relate la grève générale de 1926, un événement-phare du mouvement ouvrier britannique.

Le 1^{er} mai 1926, le TUC décidait d'appeler à la grève générale pour la défense des salaires et des horaires de travail des mineurs, en dépit des réserves exprimées par les dirigeants des syndicats. Ces derniers souhaitaient par-

^{18/} *Ibid.*, p. 181.

^{19/} *Ibid.*, p. 373.

venir à un accord avec les propriétaires des mines et le gouvernement conservateur. Ramsey MacDonald, le dirigeant du Parti travailliste, prit une position plus tranchée en se déclarant en opposition totale avec le mouvement de grève. Quelques heures à peine avant que la grève ne débute, il déclarait :

« Je n'aime pas les grèves générales. Je n'ai pas changé d'opinion à ce sujet. Je l'ai dit à la Chambre des Communes. Je n'aime pas ça ; sincèrement, je n'aime pas ça ; mais que voulez-vous, qu'est-ce que je peux y faire^{20/} ? »

Lâché par son allié politique, la direction du TUC mit rapidement un terme à la grève qui s'acheva en débâcle. Impuissant et humilié, le TUC n'obtint aucune concession pour les mineurs. La démarche de compromis du TUC et l'atavisme parlementariste du Parti travailliste furent responsables de l'une des plus cuisantes défaites du mouvement ouvrier britannique. Cette déroute eut des incidences politiques profondes : les conditions de travail des mineurs

se détériorèrent ; les revendications salariales des autres branches professionnelles furent mises en échec. En 1927, le gouvernement rédigea un *Trade Dispute Act* qui durcit les conditions d'exercice du droit de grève. Miliband remarque que cette reddition en rase campagne eut pour effet de transformer le mouvement ouvrier en syndicat discipliné et timoré^{21/}.

Ed Miliband, le nouveau leader du Parti travailliste, inscrit son action dans la tradition parlementariste de son parti. Il s'est opposé publiquement aux grévistes du secteur public en

novembre 2011. Il s'agissait pourtant de la grève la plus suivie dans la Fonction publique depuis trente ans. Les grévistes protestaient contre une réforme des retraites du gouvernement libéral-conservateur : les salariés de la Fonction publique devront augmenter de 50 % leur contribution, mais toucheront en retour une retraite inférieure (basée sur la moyenne des salaires et non sur les dernières années).

En outre, l'âge de la retraite va être repoussé à 65 ans pour tous en 2018, puis 66 ans en 2020 et 68 ans d'ici une trentaine d'années. Après neuf mois de négociations infructueuses pendant lesquelles le gouvernement s'est montré inflexible, les syndicats ont appelé à la grève. Dans le contexte de politiques d'austérité et de coupes budgétaires dans les services publics, la colère est à son comble dans le pays.

^{20/} Ramsey MacDonald cité in Ralph Miliband, *Parliamentary Socialism*, op. cit., p. 135-36.

^{21/} Ralph Miliband, *Parliamentary Socialism*, op. cit., p. 148.

^{22/} George Eaton, « Osborne takes an axe to the public sector », *New Statesman*, 29 novembre 2011, (www.newstatesman.com).

^{23/} « Strike : BBC poll suggests strong support », BBC website, 28 novembre 2011 (www.bbc.co.uk)

L'*Office for Budget Responsibility* a annoncé que 710 000 salariés du secteur public vont perdre leur emploi d'ici 2017^{22/}. Dans un sondage réalisé par la BBC, 61 % des Britanniques déclarent soutenir les grévistes^{23/}. Pourtant, dans plusieurs entretiens à la BBC, le leader travailliste a déclaré

**MARCH
FOR THE
ALTERNATIVE:
JOBS • GROWTH • JUSTICE**

HISTOIRE

qu'il ne soutenait pas la grève : « Ce qui m'intéresse, c'est d'éviter la grève. Les grèves sont le signe d'un échec. Nous devons les éviter^{24/}. »

Ralph Miliband montre également que le parlementarisme conduit à une approche légaliste de l'action politique. Celle-ci respecte scrupuleusement les règles constitutionnelles et protocolaires, fussent-elles réactionnaires^{25/} : soutien déférent à la monarchie, à l'invasion étasunienne au Vietnam, à l'intervention britannique aux Malouines (décidée par Margaret Thatcher), plus récemment, à la guerre en Irak aux côtés de George W. Bush, ou encore suivisme atlantiste. Miliband rappelle la « scandaleuse » politique de non-intervention en Espagne pendant les dix-huit premiers mois de la Guerre civile^{26/}.

Depuis sa création, le Parti travailliste n'a jamais apporté son soutien à une forme d'action extra-parlementaire (actes de désobéissance civile, mouvements sociaux). Une étude consacrée au Parti socialiste en France a montré que l'adoption de ce « parlementarisme atavique » n'était pas une fatalité pour la social-démocratie^{27/}. Pour Alain Bergounioux et Gérard Grunberg (les deux auteurs furent longtemps proches de Michel Rocard), le socialisme français présente une double exceptionnalité. Il est d'une part apparu après l'avènement de la République et du suffrage universel. Le socialisme français est certes républicain, mais il s'est voulu à l'origine l'aile critique et exigeante du régime républicain. Pour Jean Jaurès, la République devait être sociale ou ne pas être.

D'autre part, le PS s'est longtemps distingué de la social-démocratie classique – tel le Parti travailliste britannique – dans le sens où il a été un parti aux faibles effectifs, sans véritable relais dans le monde syndical. Bergounioux et Grunberg estiment que la nature spécifique du cas français fait que le PS a pendant longtemps éprouvé le besoin de justifier son action au cœur du système capitaliste.

Dans la pratique, le PS a été aussi parlementariste et réformiste que son homologue britannique. Mais contrairement au Parti travailliste, le PS a rempli ces fonctions à reculons et avec mauvaise conscience. Ce rapport compliqué au pouvoir et au capitalisme a fait place à une acceptation décomplexée du système à partir des années 1980 (occupation du pouvoir prolongée avec François Mitterrand et hégémonie à gauche du fait du déclin du PCF).

^{24/} « I'm interested in avoiding the strikes. Strikes are a sign of failure. We've got to avoid them », Ed Miliband interviewé par Andrew Marr, BBC, 25 septembre 2011 (news.bbc.co.uk). Ces propos tenus en septembre 2011 ont été répétés, mot pour mot, la veille de la grève, deux mois plus tard.
^{25/} John Saville, « Parliamentary Socialism revisited », *The Socialist Register 1995*, vol. 31, p. 225-238 (socialistregister.com).

^{26/} Rappelons que la SFIO de Léon Blum, alors Premier ministre du Front populaire, prôna également la non-intervention et laissa la République tomber aux mains des troupes franquistes sans réagir.

^{27/} Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, *Le Long Remords du pouvoir, le Parti socialiste français, 1905-2005*, Paris, Fayard, 2005 (1^{re} éd. 1992).

Parlementarisme radieux et clôture du débat

« Cassandra socialiste »^{28/} pour certains, critique infatigable de la social-démocratie pour d'autres, Ralph Miliband estima pourtant que le Parti travailliste pouvait, dans certaines situations, fournir un cadre d'action aux militants socialistes sincères. Miliband fut membre du parti pendant quelques années. Dans un ouvrage posthume, il considéra qu'il convenait de renforcer le courant réformiste pour faire appliquer des politiques social-démocrates^{29/}. Nous étions au milieu des années 1990, à la fin d'une longue période de domination conservatrice. Les idées et les politiques néolibérales étaient alors en recul, et aucune alternative de gauche radicale n'apparaissait. Cela explique peut-être ce tardif et conditionnel soutien apporté à la social-démocratie britannique.

Miliband décéda avant que le New Labour n'accède au pouvoir. Qu'aurait-il pensé d'un Parti travailliste relooké qui copina avec Rupert Murdoch et la presse europhobe ; qui fabriqua une guerre illégale aux côtés de G. W. Bush ; qui privatisa à tout crin ; qui laissa les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres atteindre des sommets inégalés ; qui théorisa la fin de la lutte des classes et qui soutint le développement d'un capitalisme financier sans frontières ? On peut aisément le deviner.

Force est de constater que le révisionnisme de la « troisième voie » a mis un terme au débat portant sur le parlementarisme travailliste. Avec la réécriture de la Clause IV de la Charte du parti en 1995 et avec l'adoption d'un discours agressivement pro-business, pro-capitaliste et anti-syndicats, le New Labour n'a fait que mettre le discours en accord avec la pratique.

Dénoncer l'opportunisme ou la dérive droitiste du Parti travailliste n'a donc plus grand sens aujourd'hui, car ses dirigeants revendiquent de manière décomplexée le recentrage opéré depuis quinze ans. Plus personne dans ce parti n'essaie de faire croire que le Parti travailliste est un parti « socialiste » qui a pour ambition de mettre en œuvre des politiques authentiquement « socialistes ».

Le débat engagé par Ralph Miliband il y a cinquante ans est donc clos. Cela n'enlève rien à la pertinence de son analyse pour les années qui ont précédé l'avènement du New Labour. Cela dit, la démonstration de Ralph Miliband reste d'une troublante actualité sur un point central : aujourd'hui comme hier, le Parti travailliste privilégie l'action parlementariste au détriment de la défense des intérêts de l'ensemble de ses soutiens traditionnels au sein du monde du travail.

Ph. Marlière : blogs.mediapart.fr/blog/philippe-marliere

^{28/} Susan Watkins, « A socialist Cassandra », *New Left Review*, n° 19, janvier-février 2003, (www.newleftreview.org).

^{29/} Ralph Miliband, *Socialism for a sceptical age*, Oxford, Polity Press, 1994, p. 148.